



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Projet de loi de finances pour 2026

Question au Gouvernement n° 886

Texte de la question

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026

Mme la présidente . La parole est à Mme Elsa Faucillon.

Mme Elsa Faucillon . Hier, le premier ministre a présenté les grandes mesures du budget 2026, dans la droite ligne des précédents, ceux-là mêmes qui ont mis nos comptes dans le rouge, qui ont fait reculer le pouvoir de vivre, appauvri les retraités, les chômeurs, les jeunes et les classes moyennes et populaires, tout particulièrement en outre-mer. Ces mêmes budgets qui vantaient une réindustrialisation pendant qu'une pluie de fermetures d'entreprises s'abat sur notre pays. Ces mêmes budgets qui abreuvent des multinationales d'argent public pendant que 35 000 emplois dans le bâtiment pourraient encore disparaître cette année.

Les Français se serrent la ceinture, des milliers d'emplois sont brisés, mais Emmanuel Macron, enfermé dans sa tour d'ivoire, contemple le pays qu'il a fracturé. Son monde est celui des actionnaires et des cabinets de conseil, pas celui des travailleurs et des travailleuses, des soignants, des familles et des mères seules qui galèrent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe EcoS. – MM. Carlos Martens Bilongo et Sébastien Delogu applaudissent aussi.*) Votre budget, c'est sa politique. Vous osez présenter une taxe sur le patrimoine financier comme une mesure de justice, mais en excluant les titres d'entreprises, vous épargnez plus de 95 % de la fortune des milliardaires. Bernard Arnault peut dormir sur ses deux oreilles. En revanche, de manière nette et précise, taxe par taxe, vous visez les plus modestes, les malades, les retraités, les étudiants, les apprentis et les étrangers. (Mêmes mouvements.)

Les Français scandent « justice fiscale ! », ils ne reçoivent que mépris de classe. Et même quand vous répondez à l'immense mobilisation contre la réforme des retraites par un obscur décalage, vous promettez que la facture sera salée pour le monde du travail. Pire, vous évoquez une possible capitalisation. Vousappelez à la responsabilité nationale, alors que vous livrez l'État à un capitalisme sans foi ni loi ! Vous parlez d'ordre, mais c'est le désordre social que vous semez ! Vous invoquez la République, mais vous piétinez l'égalité et méprisez le résultat des urnes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*)

Quand vous nous parlez du débat parlementaire comme d'une concession, on voit bien que vous ne cherchez pas l'accord avec le Parlement, mais l'alibi du désaccord, sur le dos d'un pays que vous avez déjà bien trop fracturé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur de nombreux bancs des groupes LFI-NFP et EcoS. - Mme Sandrine Runel applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'action et des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics . Vous nous demandez quels sont nos choix économiques dans le projet de loi de finances pour 2026. Si vous pouvez nous poser la question, c'est parce que vous avez devant vous un premier ministre et un gouvernement (*Exclamations sur quelques bancs du*

groupe LFI-NFP),...

Mme Mathilde Panot . Illégitimes !

Mme Amélie de Montchalin, ministrequi ont déposé un texte et qui ouvrent le débat. Certains d'entre vous veulent nous censurer dans quelques heures.

Mme Mathilde Panot . Tout à fait !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Si vous nous censurez, il n'y aura plus de gouvernement.
(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Mathilde Panot . Et alors ?

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Il n'y aura donc pas de débat non plus. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Les seules questions dont nous débattrons seront l'incertitude et le désordre économiques, et le trouble créé dans le pays faute de stabilité.

M. Stéphane Peu . Pouvez-vous nous répondre sur vos choix budgétaires ?

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Si vous nous censurez, le seul débat que nous aurons ne concerne pas le budget, mais la loi spéciale. Or celle-ci ne permet aucun choix. (*Mêmes mouvements.*) Censurer, c'est donc repousser les débats, repousser les choix.

Aujourd'hui, nous faisons des propositions. Nous mettons sur la table une taxe sur le patrimoine financier des holdings. On peut ne pas débattre et laisser les choses telles qu'elles sont. On peut laisser les ultrariches continuer à prospérer dans ces montages. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et GDR.*)

M. Stéphane Peu . Vous les avez gavés pendant huit ans !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Nous proposons une contribution différentielle sur les hauts revenus. Souhaitez-vous l'adoption de cette mesure ? (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et GDR.*) Allons-nous en discuter ou préférez-vous ne rien faire du tout ? Nous proposons aussi des investissements pour les outre-mer et pour les PME. Mais pour en débattre, encore faut-il qu'il y ait un texte et un gouvernement, et donc qu'il n'y ait pas de censure.

Mme Mathilde Panot . Cessez de nous prendre pour des imbéciles !

Données clés

Auteur : [Mme Elsa Faucillon](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 886

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2025